



## **Intervention de Sophie Binet au Meeting Intersyndical sur les retraites**

**à Arles le 25 mars 2025**

Chers camarades,

La tenue de ce meeting est en soit une victoire.

Cela fait 2 ans que le gouvernement et le patronat veulent tourner la page des retraites.

Mais cela fait 2 ans que grâce à notre mobilisation le sujet reste au cœur de l'actualité.

Cette réforme ne passe pas, elle ne passera pas, elle ne passera jamais.

Elisabeth Borne, Gabriel Attal, Michel Barnier et maintenant François Bayrou, depuis notre mobilisation historique nous avons usé 4 premiers ministres. 3 gouvernements licenciés par le peuple et ils s'obstinent à recandidater avec Bayrou ! Le message est pourtant clair. Nous sommes prêts à continuer jusqu'à ce que la réforme soit abrogée, et au-delà, jusqu'à la retraite à 60 ans. Si l'objectif de François Bayrou était de rentrer dans l'histoire, il peut nous remercier. Grâce à nous il restera comme le premier ministre qui a réussi à perdre 11 points de confiance en une semaine, devenant encore plus impopulaire qu'Emmanuel Macron ! Chapeau l'artiste !

Pour celles et ceux qui ne l'auraient pas encore compris, la retraite c'est tout sauf une question politicienne. Ce n'est pas un sujet sur lequel on peut prendre des engagements pour éviter une motion de censure, et puis s'asseoir dessus comme si de rien n'était.

La retraite, c'est très concret pour nous, pour toutes celles et ceux qui n'ont que la force de leur travail pour vivre. C'est une question vitale pour les 800 000 salariés qui, cette année encore, seront victimes de cette réforme et devront partir plus tard. Pour les seniors qui sont licenciés par milliers et finissent, après des années de chômage, avec une retraite amputée. Pour les millions de salariés qui exercent un métier pénible, impossible à tenir après 60 ans voire après 55 ans et qui parfois même meurent avant d'avoir réussi à atteindre la retraite.

La retraite c'est une question centrale pour nous toutes et tous à qui la réforme de 2023 a volé 2 ans de vie. Comme le disait Ambroise Croizat : "Il faut en finir avec la souffrance, l'indignité

et l'exclusion. Désormais, nous mettrons l'homme et la femme à l'abri du besoin. Nous ferons de la retraite non plus une antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie."

Il faut arrêter de jouer avec nos vies.

Il faut arrêter de trahir la parole donnée.

Nous savons bien qui tire dans l'ombre les ficelles de ce grand théâtre : le patronat. Le patronat qui reste discret et courtois mais qui n'a qu'un objectif : payer toujours moins de salaires et d'impôts pour gagner toujours plus de profits.

L'élection de Donald Trump leur offre un nouveau prétexte : la guerre.

Mais M. Martin, votre disque commence à être franchement rayé. Hier, vous nous expliquiez la même chose au prétexte de la dette et du coût insoutenable de l'abrogation. Avant-hier, c'était la compétitivité du pays et les agences de notations qu'il fallait préserver. Aujourd'hui ce serait à cause de l'économie de guerre qu'il faudrait travailler jusqu'à 70 ans... Quel opportunisme !

Mais laissez-nous noter que la situation géopolitique fait au contraire voler vos arguments en éclats : Quand il s'agit de doubler le budget de la défense plus aucune voix ne s'élève pour nous parler de la dette et les milliards coulent à flots ! Et bien la CGT vous le crie haut et fort, l'argent doit servir nos salaires, nos services publics, nos industries et nos pensions, pas vos canons !

Jamais nous ne plierons face à la Musique militaire qui tonne et qui fait dire à certain qu'il faut des travailleurs en bonne santé pour aller la guerre ! Jamais nous n'enverrons nos enfants massacrer d'autres enfants au nom des intérêts des plus riches et des alliés de l'extrême droite de Poutine, de Trump et de Netanyahu.

Abroger la réforme des retraites c'est beaucoup plus économique que de construire des porte-avions et de porter le budget de la défense à 100 Mds d'euros. Abroger la réforme des retraites c'est 0,7 point de PIB soit 15 Mds d'euros. A peine 10% de ce que les entreprises distribuent chaque année comme dividendes à leurs actionnaires. Une paille à côté des 200 milliards d'aides attribuées chaque année aux entreprises, sans condition ni contrepartie.

Jamais les entreprises françaises n'ont distribué autant de dividendes à leurs actionnaires. Jamais le Cac40 n'a réalisé de profits aussi élevés. Pourquoi une telle opposition alors ? Parce que c'est une question de partage des richesses entre le capital et le travail. Les solutions de financement, la CGT les martèle depuis des années. Si par exemple on éradiquait enfin les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, c'est plus de 6 Mds qui rentreraient immédiatement dans les caisses. Si on taxait les dividendes au même niveau que le travail, le bénéfice serait de plus de 20Mds....

Mais le problème est encore plus profond. Non seulement le patronat ne veut pas abroger la réforme des retraites mais il veut maintenant utiliser ce qu'il reste de conclave pour faire

passer une nouvelle réforme. Leur objectif ? Revoir le financement de l'ensemble de la protection sociale, baisser les cotisations sociales et augmenter la fiscalité.

Une double peine : baisser nos salaires tout en augmentant les impôts – pas des plus riches bien sûr je vous rassure, le patronat est toujours vent debout contre l'ISF – Non, Ceux des retraités qui devraient payer plus de CSG. Ou nos impôts à toutes et tous avec le spectre de la TVA sociale qui refait jour...On n'arrête pas le progrès...

Pareil, sur la pénibilité, le patronat a déjà tout prévu. Au cas où il serait obligé de faire un petit geste en matière de pénibilité, le financement est déjà prévu : c'est nous ! Comment ça ? En rabotant le dispositif carrière longues, qui permet à celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt et ont cotisé 43, 44, 45 années de partir à 62 ans.

Autrement dit, pour permettre à quelques salariés qui ont fait un métier extrêmement pénible de partir plus tôt, on va raboter le droit de celles et ceux qui bossent depuis qu'ils ont 16 ans et font un métier un tout petit peu moins pénible...Bravo l'enfumage !

Cerise sur le gâteau : le patronat en profiterait bien pour jouer au poker avec nos retraites. Leur grande idée : la capitalisation. Au lieu de financer avec nos cotisations les pensions de nos aînés, chacun place son épargne et permet aux banquiers et aux assureurs de boursicoter avec. Une triple peine

1- Aucune assurance de récupérer sa mise, à l'image des millions de retraités américains qui ont tout perdu après la crise de 2008. A l'inverse, rien de plus sûr, ni de plus rentable que la répartition. Actuellement, les patrons aiment à nous parler de Prefons, le complément de retraite par capitalisation qui a été imposé aux fonctionnaires en 2003. Et bien pour récupérer ses cotisations sous forme de rente, il faut vivre au moins 26 années à la retraite...alors que le temps de retraite est de 24 ans en moyenne...Jackpot pour la finance ! Les systèmes par capitalisation ont régulièrement fait faillite ces dernières décennies en Amérique et en Europe, appelant à la rescousse nos impôts pour les sauver alors que notre système par répartition a toujours résisté et permis de sécuriser les pensions de millions de retraité-es.

2- Avec notre argent, on financiarise nos entreprises et notre travail. Vous vous souvenez d'Orpéa et du scandale des Ehapd privés ? Qui étaient les actionnaires qui exigeaient des taux de rentabilité à 2 chiffres ? Les fonds de pension et les retraités canadiens !

3- La capitalisation ça coûte très cher ! Plus cher que la répartition d'ailleurs car cela nécessite de cotiser davantage. Bizarrement, pour le coup, ça ne dérange plus le patronat...

Vous l'aurez compris, il n'y a pas grand-chose de positif à attendre du patronat... Comment sortir de l'impasse ? Pour la CGT, la solution est simple, cela s'appelle la DEMOCRATIE. Depuis 2 ans et malgré de multiples tentatives, les députés n'ont jamais pu voter sur cette réforme. Ils et elles doivent pouvoir enfin voter son abrogation. Depuis 2 ans et malgré de multiples tentatives de référendum d'initiative partagée, les françaises et les français n'ont jamais pu voter. Ils et elles doivent pour se prononcer !

Il nous faut remettre notre bleu de travail, et partir à la bataille pour convaincre les millions de salariés de retraités à se mobiliser. Nous ne manquons ni d'arguments ni de capacité à mobiliser, ni de points d'appui. Nous allons nous battre non pas pour simplement éviter des reculs mais pour regagner la retraite à 62 ans, étape majeure pour conquérir la retraite à 60 ans ! Oui depuis plus de 30 ans nous subissons des réformes injustes et régressives imposées par une minorité riche et ses représentants à des dizaines de millions de femmes et d'hommes, et OUI nous sommes en train de renverser la vapeur et de regagner contre cette classe nos droits, à commencer par celui de pouvoir partir en retraite en bonne santé, pour vivre sa retraite et non plus mourir au travail !

Il nous faut enclencher la vitesse supérieure, le temps est désormais à la mobilisation générale des travailleuses et des travailleurs pour faire la guerre aux reculs sociaux et conquérir l'abrogation de cette réforme inique ! Certains demandent aux salariés de ne pas se mobiliser par patriotisme, à cause de l'instabilité politique, parce qu'il y a des plans sociaux ou parce que c'est bientôt les vacances de Pâques... ! Ce discours rabâché tant de fois pour empêcher la mobilisation ne prend plus ! Au contraire c'est maintenant qu'il faut partir à la bataille et s'engager !

Il nous faut organiser des réunions publiques dans toutes les UL, des heures d'infos syndicales dans tous les syndicats, généraliser les tractages de masse, tenir des journées d'études partout pour présenter nos propositions.

Les très belles mobilisations des 8 et 22 mars sont des points d'appuis importants. La suite s'écrit le 3 avril à l'appel de l'intersyndicale fonction publique pour défendre les services publics et exiger l'abrogation des 64 ans. Mobilisons-nous aux côtés des fonctionnaires, faisons converger les luttes ce jour-là, en multipliant, dans les entreprises privées, les appels à la grève sur les salaires et sur les retraites.

Rien de tel que la grève pour gagner !

C'est ce que font aujourd'hui les salariés de la société générale, en grève pour leurs salaires.

Et c'est ce qu'ont fait nos camarades cheminots qui l'année dernière ont arraché 18 mois de départ anticipé à la retraite.

De même pour les verriers d'Owens Illinois qui après de nombreuses mobilisations ont gagné un accord de départ anticipé dès 57 ans !

Suivons leur exemple, comme celui des dockers et des portuaires, qui multiplient les journées de grève depuis 5 mois pour exiger des départs anticipés !

Multiplions les grèves pour les salaires et les retraites !

Après le 8 mars, le 22 mars et le 3 avril, le 1<sup>er</sup> mai sera une étape majeure. Il nous faut être des millions, avec nos camarades du monde entier, à être mobilisés pour la paix et la justice sociale. L'heure est grave. L'extrême droite est aux portes du pouvoir, les conflits armés se multiplient

et patronat et gouvernement veulent nous imposer une économie de guerre. Nous appelons l'ensemble des organisations syndicales à être au rendez-vous. Partout, organisons des intersyndicales pour gagner le premier mai le plus large possible !

Nous écrivons la suite ensemble, avec de nouveaux rendez-vous de mobilisation en mai et en juin.

Pour conclure, je souhaite envoyer 2 messages. Le premier à Patrick de Carolis, maire d'Arles, qui a décidé d'expulser la CGT de la bourse du travail que nous faisons vivre depuis 125 ans. Cette bourse, elle est à nous, elle est aux travailleurs et aux travailleuses dont elle a hébergé les luttes. C'est nous qui l'avons récupérée suite à la spoliation du régime de Vichy, qui l'avons protégée face aux attentats d'extrême droite de l'OAS ! C'est nous qui l'avons sauvée de la démolition à laquelle l'avait promise le maire de l'époque il y a 40 ans, c'est nous qui avons ensuite gagné sa rénovation, c'est nous qui en faisons au quotidien un lieu d'utilité publique pour l'ensemble des salarié.e.s d'Arles et de ses alentours. Pas question que la CGT en soit délogée ! Nous reviendrons autant de fois que nécessaire pour démontrer la solidarité de toute la CGT aux côtés de nos camarades d'Arles !

Le 2<sup>e</sup> pour le patronat et le gouvernement. Cette année, nous fêtons nos 130 ans et les 80 ans de la sécurité sociale et de nos retraites par répartition. La CGT ne lâchera jamais les conquits sociaux arrachés par la lutte ! « La retraite, à 60 ans, on s'est battus pour la gagner on se battra pour la garder ! »

Tous et toutes ensemble !